

Maître d'Ouvrage :



Centre Hospitalier Universitaire
58 rue Montalembert
63003 CLERMONT FERRAND

Affaire n°3144



Maîtrise d'Œuvre Technique pour la mise en conformité du SSI des Bâtiments PMT et HNH de l'hôpital Gabriel Montpied

CCTP LOT 00 GENERALITES

Maître d'œuvre :



62 avenue Edouard Michelin
63100 CLERMONT-FERRAND
Tél. : 04.73.91.50.50
E-mail : contact@sintec.fr

Rév.	Date	Libellé	Rédacteur	Véifié par
3	02/01/2026	Mise à jour suivant remarques du MOA	FD/JH/JM	SIN
2	14/01/2026	Mise à jour des documents annexes	FD	SIN
1	08/01/2026	Mise à jour suivant remarques du MOA	FD/JH/JM	FI/ED
0	09/10/2025	Première diffusion	FD/JH/JM	FI/ED

Copie et/ou reproduction interdites. Lois du 11 mars 1957 et 3 juillet 1985. Unauthorized reproduction and circulation are prohibited.

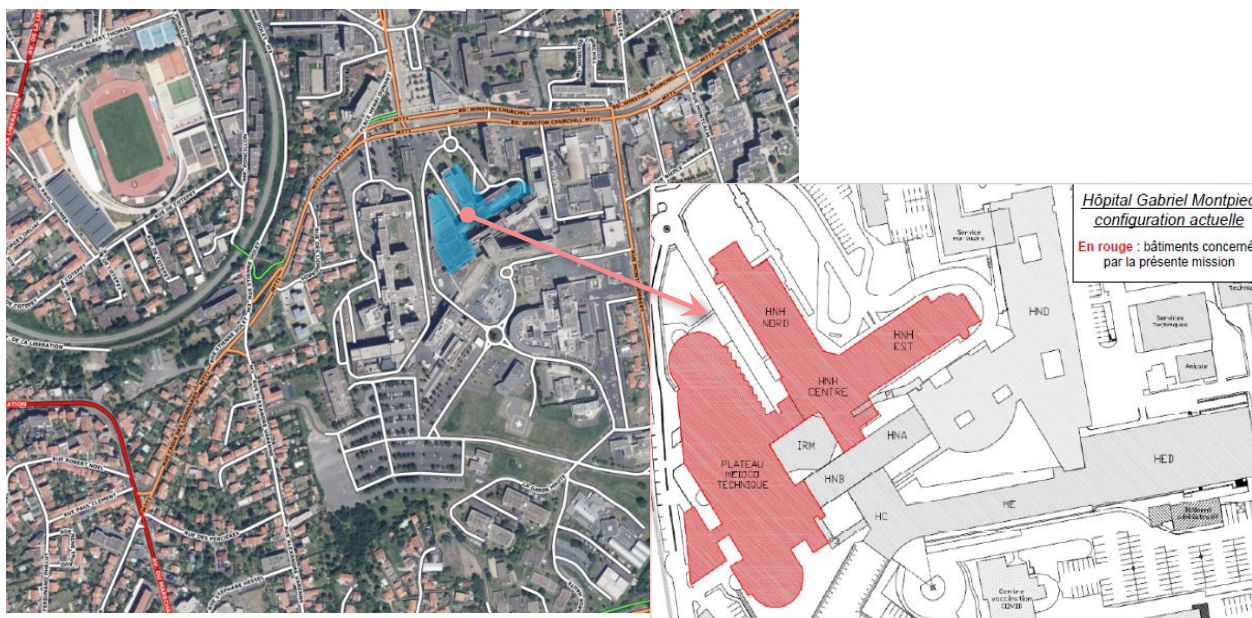
SOMMAIRE

1	GENERALITES	2
1.1	DESIGNATION DE L'OPERATION	2
1.2	INTERVENANTS	2
1.3	LISTE DES LOTS.....	3
1.4	ETUDES DE SOLS.....	3
1.5	AMIANTE	3
1.6	RAPPORT INITIAL DE CONTROLE TECHNIQUES (RICT)	3
1.7	DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	3
1.8	DELAIS – PLANNING - PHASAGE	3
2	NORMES APPLICABLES – REGLEMENTATION	4
2.1	CLASSEMENT ETABLISSEMENT	4
2.2	NORMES APPLICABLES	4
3	LOT 00 - GENERALITES COMUNES A TOUS LES LOTS	5
3.1	PRÉPARATION – DOCUMENTS.....	5
3.2	TRAVAUX	10
3.3	MATÉRIAUX	14
3.4	CHANTIER.....	15
4	PLANS ET DOCUMENTS	18

1 GENERALITES

1.1 DESIGNATION DE L'OPERATION

Pour le compte du CHU de Clermont-Fd (63), la présente notice a pour but d'établir les travaux à mettre en œuvre dans les bâtiments HNH et PMT de l'Hôpital Gabriel Montpied à Clermont-Fd, s'inscrivant dans le cadre global du Schéma Directeur Général de mise en sécurité du site.



Actuellement l'hôpital est classé Immeuble de Grande Hauteur (I.G.H.) de type U sous avis défavorable de la commission de sécurité. Ces travaux font partie des principales actions à mettre en œuvre pour revenir à un classement de l'Hôpital en Etablissement Recevant du Public (E.R.P.) de type U de 1ère catégorie.

1.2 INTERVENANTS

MAITRE D'OUVRAGE	CHU Gabriel Montpied 58 rue Montalembert 63 000 CLERMONT FERRAND Tél. : 04.73.75.12.88 Personne chargée du dossier : M. Laurent BONNEFOY Courriel : lbonnefoy@chu-clermontferrand.fr
BUREAU D'ETUDES	SINTEC 62 avenue Édouard Michelin 63100 CLERMONT-FERRAND Tél. : 04.73.91.50.50 Personne chargée du dossier : M. Franck IMBAULT Courriel : contact@sintec.fr
BUREAU DE STRUCTURE	BETMI 15 avenue des Frères Montgolfier 63 170 AUBIERE Tél. : 04.73.26.05.48 Personne chargée du dossier : M. François-Xavier ROQUETTE Courriel : fxroquette@betmi-ingenierie.fr
COORDONNATEUR SSI	ISYS SECURITE 6 rue du Four – MANSON 63 122 SAINT GENES CHAMPANELLE Tél. : 06.77.84.37.94 Personne chargée du dossier : M. Sébastien DELPEUCH Courriel : contact@ics-lanquette.fr

BUREAU DE CONTROLE	SOCOTEC 19 avenue Léonard de Vinci 63000 CLERMONT-FERRAND Tél. 04.73.44.27.00 Personne chargée du dossier : Mme Julie MOMPEU Courriel : julie.mompeu@socotec.com
COORDONNATEUR SPS	BUREAU VERITAS 5, Rue du Bois Joli – CS 90002 – 63 800 Cournon d'Auvergne Tél. : 04 73 14 37 50 / 06 87 76 58 11 Personne chargée du dossier : Non défini Courriel : Non défini

1.3 LISTE DES LOTS

- Lot 00 : Généralités communes à tous lots
- Lot 01 : Electricité courants forts et faibles
- Lot 02 : CVC Désenfumage Mécanique
- Lot 03 : Gros-Œuvre
- Lot 04 : Second-œuvre

1.4 ETUDES DE SOLS

Sans objet.

1.5 AMIANTE

En cours de réalisation.

1.6 RAPPORT INITIAL DE CONTROLE TECHNIQUES (RICT)

Le RICT sera joint au dossier de consultation en phase PRO.

1.7 DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

Un dépôt d'Autorisation de Travaux est prévu courant janvier 2026 en Mairie de Clermont-Ferrand.

1.8 DELAIS – PLANNING - PHASAGE

Les délais deviendront contractuels avec l'acceptation du planning général qui sera joint à l'appel d'offre.

Le planning travaux sera élaboré avec la participation des entreprises retenues.

Est compris en termes de délais, la fourniture des documents de chantier, comprenant entre autres les procès-verbaux et fiches de données techniques qui devront impérativement être fournis au Maître d'Œuvre et Bureau de contrôle avant leur pose ou mise en œuvre.

En cas de défaillance du fournisseur, l'entrepreneur devra s'engager par écrit, avec copie du bordereau de commande, sur le fait que la commande correspond point par point à la demande (mêmes caractéristiques techniques, soit par exemple pour les éléments coupe-feu, un degré conforme, un sens de résistance au feu conforme – un seul côté ou recto verso, des caractéristiques de tenue au feu conformes – classement M conforme, etc.).

2 NORMES APPLICABLES – REGLEMENTATION

2.1 CLASSEMENT ETABLISSEMENT

L'établissement est classé en ERP (Établissement recevant du public) type U – IGH de la 1^{ère} catégorie.

Selon la déclaration du maître d'ouvrage, l'effectif total du est défini comme suit :

- 833 personnes dans le bâtiment HNH,
- 580 personnes dans le bâtiment PMT.

2.2 NORMES APPLICABLES

Les travaux respecteront au minimum les textes réglementaires indiqués ci-après et relatifs à la sécurité contre l'incendie dans les Établissements Recevant du Public :

- Code du travail,
- Prescription de l'UTE,
- Les textes codifiés et non codifiés applicables à l'opération (Code de la construction et de l'habitation, code du travail ...)
- Textes législatifs (Lois, Décrets, Arrêtés, Ordonnances, directives européennes) dont notamment :
 - La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances / Accessibilité des personnes à mobilité réduite.
 - L'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif aux règles de sécurité incendie dans les ERP des 4 premières catégories et plus particulièrement sur les dispositions :
 - Générales prévues aux articles du livre 2 des règles applicables dans les ERP des 4 premières catégories approuvé par arrêté du 25 juin 1980 modifié.
 - Particulières pour les établissements de type U approuvé par arrêté du 10 décembre 2004 modifié.
 - Les arrêtés relatifs à la nouvelle réglementation acoustique (NRA)
 - Le règlement sanitaire départemental type défini par la circulaire du 9 août 1978.
- Les NF DTU (documents techniques unifiés) et en particulier : NF DTU 60 « Plomberie sanitaire », le NF DTU 61 « Gaz », le NF DTU 65 « Chauffage », le NF DTU 68 « Ventilation », le NF DTU 70 « Électricité ».
- Toutes normes expérimentales « S », « XP » ou homologuées estampillées « NF » ou « NF EN » ou « NF EN ISO » ou « NF ISO », à caractère obligatoire et/ou volontaire.
- Les cahiers de prescription techniques (CPT), les règles et recommandations professionnelles (RAGE/PACTE), avis techniques/publications du CSTB de l'AQC, OPPBTP etc...
- Normes NFC 15 100 – Installations BT et additifs,
- Normes NFC 17 100 – Protection contre la foudre,
- Décret 2010-1017 du 30 août 2010 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage entreprenant la construction ou l'aménagement de bâtiments destinés à recevoir des travailleurs en matière de conception et de réalisation des installations électriques,
- Normes NF-S 61930 à NF-S 61940. et NF-S 61970 - Système de sécurité incendie,
- Norme NF-S 32001 - Signal Sonore d'évacuation d'urgence,
- Arrêté Préfectoraux et Municipaux concernant l'urbanisme, la voirie et l'hygiène,
- Réglementation sécurité incendie suivant texte du J.O. du 2 février 1993,
- Recommandations de la C.E.I.,
- Les normes Françaises et Européennes applicables,
- Les DTU (documents techniques unifiés),
- Les textes codifiés et non codifiés applicables à l'opération.

3 LOT 00 - GENERALITES COMUNES A TOUS LES LOTS

3.1 PRÉPARATION – DOCUMENTS

3.1.1 ASSURANCES

Les entreprises reconnaissent être titulaires :

- D'une police d'assurance « responsabilité civile » du chef d'entreprise couvrant les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature, causés aux tiers,
- D'une police incendie couvrant les risques de dommages causés aux bâtiments contigus.

L'entreprise fournira une attestation, à jour pour l'année en cours, certifiant qu'elle est titulaire d'un contrat de garantie décennale et biennale.

3.1.2 CONSTITUTION DU C.C.T.P.

Le présent C.C.T.P. forme un ensemble homogène destiné à l'exécution complète du projet.

L'entrepreneur est tenu de prendre connaissance de la totalité de ce C.C.T.P. ainsi que l'ensemble du DCE et ne pourra arguer d'un manque de connaissance pour ne pas se soumettre à une quelconque obligation afférente à sa spécialité et exécuter intégralement tous les ouvrages nécessaires à l'achèvement des travaux. Le Maître d'Œuvre répondra à toute demande de précision en cours d'étude.

3.1.3 MARQUES

Afin de fixer un niveau de prestation, le Maître d'Œuvre a réalisé ses études avec des marques de fournisseurs et de fabricants.

Le fait que celles-ci soient citées dans les documents et plans, n'implique pas une obligation pour les entreprises d'établir leurs offres avec ces marques.

Les entreprises restent libres de présenter des marques différentes de celles citées avec des produits de caractéristiques esthétiquement et techniquement strictement équivalentes.

Lors de la remise des offres, les entreprises joindront à celles-ci, les documents nécessaires (photos, notices, notes de calculs, etc...) afin que le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre puissent valider ou non les choix d'entreprises.

En tout état de cause, le matériel proposé fera l'objet au minimum du marquage CE accompagné d'une attestation de déclaration des performances (DoP) obligatoire depuis le 01/07/2013 selon les modalités de la directive et du règlement produit pour la construction. Pour un matériel qui dispose d'une certification volontaire (Marque NF, marque CSTBat, Acermi, Acotherm, marque A2p etc.), l'entreprise devra présenter un équivalent répondant aux mêmes exigences définies par le référentiel de l'organisme certificateur.

3.1.4 RECONNAISSANCE DES LIEUX

Avant d'établir sa soumission, l'entrepreneur est tenu de reconnaître les lieux où seront implantés les travaux, au cours de la visite qui sera organisée par le Maître d'Œuvre. Il ne pourra prétendre à des plus-values du fait de la méconnaissance des lieux, des difficultés d'accès aux locaux, de stockage des matériaux, etc...

L'entrepreneur est réputé avant la remise de son offre :

- Avoir pris connaissance du plan de masse et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.

- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.
- Avoir procédé à une visite détaillée des lieux et avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques, de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à la topographie, à la nature des terrains, des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier : lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges, rabattement de nappe, voiries d'accès et d'évolution, ...
- S'être entouré de tous les renseignements complémentaires auprès du Maître d'Œuvre et si nécessaire des Services Publics ou à caractère public (ponts et chaussées, ENEDIS, GRDF, France Telecom, service des eaux, service d'assainissement, commune...)

Aucune majoration du marché ne sera attribuée sous prétexte de méconnaissance du site et de ses contraintes.

Les dates et l'heure des visites sont précisées dans le règlement de la consultation.

L'offre des entreprises n'ayant pas visité les lieux, ne sera pas retenue.

3.1.5 DÉCOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF)



L'entrepreneur devra veiller aux problèmes de préservation de l'environnement, dégradations, nuisances, bruits, poussière, évacuation des déchets, etc., et au respect du planning d'intervention.

L'entrepreneur devra remplir la DPGF jointe au Dossier de Consultation des Entreprises. Ce cadre est un devis détaillé, fourni à titre indicatif et n'engage ni la maîtrise d'œuvre, ni la maîtrise d'ouvrage et peut être complété par l'entreprise, le prix porté sur l'acte d'engagement intègre tous les travaux nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages.

- Les prix doivent tenir compte des difficultés d'exécution, des foisonnements et des plus-values correspondants à des sous-détails non mentionnés dans le quantitatif.
- Les quantités indiquées par l'entreprise seront nettes (surfaces à couvrir, etc.). L'entrepreneur devra prendre en compte dans son prix unitaire les quotas de chutes, pertes et autres sujétions.
- Les prix unitaires comprennent toujours la fourniture et la mise en œuvre, les ouvrages étant livrés terminés et en service.

L'entrepreneur pourra demander au Maître d'œuvre, tous les renseignements qu'il jugerait utiles afin d'établir une offre sous forme de prix net global et forfaitaire.



Le prix du marché étant global et forfaitaire, aucune augmentation du marché ne pourra être revendiquée.



L'attribution des travaux fera l'objet d'un Marché à Obligation de Résultat (MOR). A ce titre, les types, caractéristiques, fonctions, quantités et implantations des divers composants de l'installation prévus au présent descriptif et ses annexes n'ont que valeur indicative. Le titulaire du marché reste entièrement responsable du résultat qui sera apprécié par le respect des fonctionnalités décrites par le présent document ou par les normes et règlements auxquels il se réfère, lors d'essais et vérifications techniques de l'installation, notamment par la mise en œuvre des Foyers de Contrôle d'Efficacité (FCE) qu'il préconise. L'exécution des épreuves concourant à la réception de l'installation et la fourniture des moyens correspondants restent à la charge du titulaire du marché.

3.1.6 CONTENU DES PRIX UNITAIRES

Le prix forfaitaire faisant l'objet du marché, représentera la valeur de l'ensemble des ouvrages à exécuter.

Toutefois, ce prix global forfaitaire sera décomposé en donnant le détail quantitatif et estimatif.

Les prix comprennent tous les frais inhérents à l'entreprise :

- La fourniture des matériaux,
- La main d'œuvre,
- Le matériel, les outils et engins (compris alimentation en énergie ou carburant),
- Les installations de chantier dans le cadre des règlements en vigueur,
- Les frais d'études,
- Les assurances,
- L'enlèvement des détritres résultant de l'exécution des constructions,
- La fourniture et la mise en œuvre de tous les équipements et de tous les ouvrages demandés par le coordonnateur Santé – Sécurité dans le cadre de sa mission.

Tout ouvrage mis à la charge d'un corps d'état comprend son exécution complète dans l'état qui correspond à sa destination avec toutes les fournitures, façons, mises en œuvre, ajustements et fixations nécessaires, essais, etc., conformément aux pièces contractuelles, aux règles de l'Art et aux règlements en vigueur.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'aucune omission ou désignation incomplète pour réclamer un supplément de prix étant entendu que le CCTP ne peut entrer dans l'énumération de tous les accessoires à l'exécution des ouvrages à réaliser.

3.1.7 VERIFICATION DES COTES

Avant toute réalisation, l'entrepreneur devra procéder à la vérification des cotes de tous les plans et dessins qui lui seront remis. Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans. Lors de la réalisation des plans de chantier, il signalera en temps utile, les erreurs ou omissions qu'il aurait éventuellement relevées sans que cela n'entraîne de modifications sur son offre de prix.

3.1.8 DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE

3.1.8.1 L'APPEL D'OFFRES

Les documents cités ci-après seront obligatoirement envoyés en 3 exemplaires :

- Une DPGF complétée et chiffrée, comportant le fichier informatique au format EXCEL 2018 ou strictement compatible, constituée des colonnes suivantes : désignation, unité, quantité calculée par l'entrepreneur, prix unitaire, prix total en € (cette dernière colonne étant le produit des deux précédentes à savoir quantité et prix unitaire).

Dans tous les cas, l'Entrepreneur a l'obligation de répondre sur la base de l'appel d'offres.

3.1.8.2 PLANS DE CHANTIER

Toutes les autres études et les plans (plans de chantier, plans d'atelier, détails, ...) sont à la charge de l'entreprise et devront être soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre, du Bureau de contrôle, et du coordonnateur S.P.S.

L'entreprise doit prendre en compte dans son planning d'intervention que le délai, dont dispose le Maître d'Œuvre et le Bureau de contrôle pour examiner les documents transmis, est égal à 15 jours calendaires.

L'entreprise devra remettre aux Maîtres d'Œuvre et d'Ouvrage, les plans de réservations pour les ouvrages en béton et les maçonneries. Les pénalités de retard prévues pour les travaux seront applicables en cas de retard dans la remise des réservations.

L'entreprise devra à partir des plans établis par la maîtrise d'œuvre, réaliser les plans de chantier et les transmettre pour accord au Maître d'Œuvre et Bureau de contrôle et établir les commandes de matériel.

Tous les plans, croquis, schémas seront établis sur informatique et transmis sous forme de fichier Autocad version 2018 ou fichiers PDF. Ces plans seront établis avec des couches, des couleurs, des types de lignes qui seront définis en accord avec la charte graphique transmise dans le DCE.

3.1.8.3 DURANT LA PERIODE DE PREPARATION

L'entreprise doit, dans le délai imposé d'un mois au plus, avant le début de l'exécution des travaux, fournir pour accord ses études d'exécution et plans d'atelier :

- Au Maître d'Ouvrage un fichier informatique au format Autocad 2018 ou PDF.
- Au Maître d'Œuvre un fichier informatique au format Autocad 2018 ou PDF.
- Au coordonnateur sécurité un fichier informatique au format Autocad 2018 ou PDF.
- Au Bureau de contrôle un fichier informatique au format Autocad 2018 ou PDF.

Ces documents sont systématiquement accompagnés d'un bordereau reprenant le repère, le nom du document, la modification faite, sa raison, l'indice et la date.

Un exemplaire lui sera retourné avec l'accord ou les modifications éventuelles. Le dossier sera mis à jour en tenant compte des observations du Maître d'œuvre et retourné à ce dernier, en trois exemplaires + un fichier informatique (Autocad Version 2018 et/ou PDF).

Ce dossier validé sera composé des pièces suivantes :

- Des notes de calculs détaillées justifiant les ouvrages proposés en cas de variante (aérodynamique, thermique, hydraulique, électrique, structure, ...).
- Un dossier de réalisation chantier comprenant :
 - Les éléments d'études complémentaires demandés dans la consultation,
 - La documentation et PV des d'appareillages/matériels/équipements choisis,
 - Les plans de chantier établis par l'entrepreneur (plan d'implantation + schémas + plans de réservations).
 - Les plans complémentaires et de détails de toute nature pouvant s'avérer nécessaires en cours d'exécution, utiles et demandés par les autres corps d'état.
 - La mise à jour des plans existants, y compris les schémas électriques
 - Les études, notes de calculs, plans de chantier réalisés à partir du dossier fourni par le Maître d'Œuvre et nécessaires à la prestation de l'entrepreneur (etc...) sont à la charge de l'entreprise.

Ces documents, qui ne peuvent en aucune façon modifier le projet, sont soumis au Maître d'Œuvre au moins dix jours (10) avant mise en exécution, pour lui permettre de les contrôler et de les rectifier s'il y a lieu avant de les approuver.

Après approbation par le Maître d'Œuvre, l'entrepreneur doit tous les exemplaires suffisants de ces documents pour transmission aux différentes entreprises intéressées par ceux-ci sous sa propre responsabilité.

Toute modification apportée au projet devra être soumise à l'approbation du bureau d'études.

Le visa du Maître d'Œuvre des documents n'altère en rien la responsabilité de l'Entreprise.

3.1.8.4 DIFFUSION – APPROBATION

L'ensemble des documents sera transmis par l'Entreprise et en aucun cas par ses éventuels sous-traitants.

3.1.8.4.1 Mode de diffusion

Les documents seront diffusés sur format informatique :

- Fichiers Autocad version 2018 pour les dessins au format DWG, fichiers Word et Excel pour les textes, Elec Calc pour les calculs électriques, notices et caractéristiques fabricant pour les équipements, les notes de calculs seront fournies au format PDF,
- Un fichier PDF.

Les documentations et caractéristiques techniques des équipements mis en œuvre, seront rangées dans un ou plusieurs classeurs par corps d'état avec une nomenclature permettant de retrouver facilement la documentation recherchée.

3.1.8.4.2 Destinataires - contrôle

- Au Maître d'œuvre qui peut émettre des observations sur les documents fournis, ou approuver ces documents,
- A l'organisme de contrôle qui établit un rapport dans le cadre de sa mission,
- Au coordonnateur SPS,
- Au coordinateur SSI,
- Au Maître d'Ouvrage.

3.1.8.5 EN FIN DE TRAVAUX

3.1.8.5.1 Support des plans

L'entreprise fournira ses DOE en :

- 1 exemplaire papier (3 exemplaires papier pour le lot CFO),
- 1 CD-ROM ou clef USB regroupant les pièces écrites et graphiques au format PDF.

Les plans seront réalisés sur le logiciel AUTOCAD version 2018 ou supérieure et les fichiers, références externes attachées, remis au maître d'œuvre.

La numérotation des plans sera à définir avec le Maître d'Ouvrage.

Tous les documents devront être rédigés en Langue Française.



L'entrepreneur devra également la mise à jour des plans, schémas électriques, synoptiques, et tout plan existant en possession du Maître d'Ouvrage.

3.1.8.5.2 Dossier de récolement (en 4 exemplaires) :

- P.O.E. : si dans les 30 jours qui suivent la réception des ouvrages les plans de récolement, mis à jour après réception, ne sont pas fournis par l'entreprise, ceux-ci seront établis par le Maître d'Œuvre, sur le compte de l'entreprise.
- Documentation : Une documentation complète du matériel et des accessoires prévus pour la réalisation de l'installation avec indication des caractéristiques de fonctionnement, d'encombrement et de fabrication devra être remise au Maître d'Ouvrage en fin de travaux. Si dans les 30 jours qui suivent la réception des ouvrages les documentations ne sont pas fournies par l'entreprise, celles-ci seront réalisées par le Maître d'Œuvre, sur le compte de l'entreprise.

3.1.8.6 PRESENTATION DES DOE

Les plans et documents, et d'une manière générale, tous les supports papiers, devront obligatoirement être remis en respectant la présentation ci-dessous ainsi que la charte graphique du MOA transmise dans le DCE et ce, en trois exemplaires séparés, inclus dans un classeur à anneaux de couleur blanche comportant les indications suivantes sur la tranche et sur la face :

- Le client,
- Le site,
- Le lieu du site,
- Le nom du corps d'état concerné,
- La date,
- Le logo de l'entreprise,
- Le logo du Maître d'œuvre,
- Le titre du classeur, par exemple, plans et schémas.

3.1.9 DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE (D.I.U.O.)

Prévue par les articles L235-15 et R 238-37 du Code du Travail, le D.I.U.O. est un document qui « rassemble toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels et la prise en compte des conditions de sécurité des personnes qui auront à assurer l'entretien, au sens des travaux normalement prévisibles pour maintenir l'ouvrage en bon état ».

L'entreprise devra fournir les éléments de son D.I.U.O. dans un délai maximum d'un mois après la réception des travaux.

3.1.10 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Conformément à la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et à son décret d'application 94-1159 du 26 décembre 1994, l'entrepreneur tiendra compte dans son offre de l'intégration de la sécurité et de l'organisation en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil.

Le P.G.C.S.P.S. (Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé) établi par le C.S.P.S. (Coordonnateur en Sécurité et Protection de la Santé) mandaté par le Maître d'Ouvrage, ainsi que les dispositions et principes de prévention établis lors de la phase de conception en vue de la constitution du D.I.U.O. (Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage) sont des pièces contractuelles intégrées au dossier marché et feront l'objet d'un contrôle du respect de l'application des règles de prévention de l'entreprise par le C.S.P.S.

Le coût financier de la prise en compte de ce document et des demandes du Coordonnateur est réputé inclus dans le montant de l'offre remise par l'entreprise.

Toutes les entreprises sont soumises au décret du 8 janvier 1965.

3.2 TRAVAUX

3.2.1 ACCES AU SITE

L'accès au site sera possible depuis la rue Montalembert.

3.2.2 SPECIFICITE DU SITE

Les travaux doivent être réalisés en milieu occupé, l'entreprise devra **limiter au maximum les bruits et éviter les émanations de poussières.**

Les approvisionnements des matériaux et les enlèvements de déblais se feront **exclusivement** dans le cadre proposé lors de l'inspection avant démarrage des travaux.

Compte tenu du maintien en activité et de la nature du site, toutes les mesures de protection, d'isolement des locaux/zones pendant les travaux, seront prises afin d'éviter :

- Toute intrusion possible.
- Toute émanations de poussières, matériaux ou autre ou autres particules dans les zones en activités.

À ce titre les travaux générant de la poussière devront être réalisés au "mouillé", avec brumisation depuis un point d'eau d'alimentation chantier mis à disposition par le CHU et adapté, installé par le lot CVC.

L'utilisation d'un caisson à filtration absolue sera obligatoire afin de garantir la qualité de l'air et la sécurité sanitaire des occupants. La mise à disposition de cet équipement sera du ressort de l'entreprise.

Les travaux se déroulant dans des services en activité ou à proximité de ceux-ci, l'attention de l'entreprise est attirée sur l'importance de limiter l'utilisation de produits dégageant des odeurs fortes tels que solvants et d'assurer un renouvellement d'air correct en cas d'odeurs inconfortables.

Certains travaux ne pourront être autorisés que pendant des tranches horaires perturbant le moins les services hospitaliers, et ce, sans supplément de prix.

3.2.3 TRAVAUX DE NUIT

Les bordereaux de prix unitaires ou les décompositions de prix global et forfaitaire intègrent les sujétions financières relatives aux travaux exécutés pendant la période de nuit et selon la législation en vigueur.

NB : Les travaux exécutés le samedi n'ouvrent pas droit à des plus-values.

3.2.4 PRISE EN COMPTE DU VOISINAGE ET DU SITE

Les entrepreneurs doivent prendre connaissance des lieux, demander ou rechercher par leurs propres moyens, tous renseignements qu'ils jugent nécessaires pour l'exécution des travaux de leurs propositions.

Aucune plus-value n'étant tolérée après remise des offres. Les entreprises seront réputées avoir pris connaissance de tous les obstacles aériens et souterrains de toute nature ainsi que de l'existence de tous câbles, lignes et réseaux des services publics, dont elles devront assurer la sauvegarde, dans l'emprise du terrain et sur la voie publique.

3.2.5 MANOEUVRES SUR INSTALLATION CHU

Les arrêts et mises en service des installations et équipements seront exécutés **par le personnel des Services Techniques** du Centre Hospitalier Universitaire, seul habilité à y procéder.

Toute demande d'intervention des Services Techniques sera faite au minimum 48 heures à l'avance.

3.2.6 DEPOSE APPAREILLAGE

Avant toutes déposes d'appareillages, l'entrepreneur est tenu de prendre toutes dispositions de neutralisation de l'installation ou partie de l'installation aboutissant à cet appareillage (fermeture vannes, isolement électrique, bouchonnage, etc.).

Tous les appareillages déposés et jugés récupérables par les Services Techniques du Centre Hospitalier Universitaire devront être transportés par l'entrepreneur jusqu'aux ateliers des Services Techniques.

Toute dépose d'appareillage électrique devra être réalisée par une personne habilitée par le Chef d'entreprise, suivant le paragraphe 1 de l'article 46 du décret du 14 novembre 1962 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

3.2.7 AUTO-CONTROLE DES ENTREPRENEURS

Il est précisé que l'entrepreneur doit procéder lui-même à la vérification technique des ouvrages qu'il exécute.

3.2.8 ACHEVEMENT DES TRAVAUX

Obligation sera faite à l'entreprise de maintenir sur le site des ouvriers qualifiés pour assurer l'exécution des menus travaux et de mise au point qui pourrait se révéler nécessaires durant le mois suivant la livraison des ouvrages.

3.2.9 ESSAIS ET VERIFICATIONS

L'entrepreneur doit satisfaire aux essais complémentaires que le Maître d'Œuvre lui demanderait durant ou après l'exécution des travaux sur chantier ou en usine. Les frais en découlant seraient à la charge du Maître d'Ouvrage si les essais sont satisfaisants et à la charge de l'entreprise dans le cas contraire.

L'entreprise devra obligatoirement procéder à ses frais aux essais et vérifications de fonctionnement des installations.

Le programme des vérifications techniques devra être présenté obligatoirement dans les offres de l'entreprise soumissionnaire. Il comprendra notamment :

- L'identification du responsable des vérifications techniques,
- Les procédures de vérification de la validité des documents techniques établis,
- Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés,
- La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution.

Les entreprises devront procéder au minimum aux essais et vérifications de fonctionnement conformément aux dispositions figurant dans le document technique COPREC N° 1 ou AQC et concernant notamment (liste non exhaustive), les documents référencés :

- Chauffage,
- Plomberie,
- Ventilation,
- Electricité,
- VDI,
- Fermetures/Protection.

Les résultats des essais et vérifications seront transcrits sur les procès-verbaux. Ils seront conformes aux modèles du document technique COPREC N° 2 ou AQC, et transmis au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Œuvre et au Bureau de contrôle pour avis.

L'exécution des essais et vérifications repris ci-dessus ne dispense pas les entreprises d'effectuer les autres essais et vérifications que leur impose la réglementation en vigueur.

3.2.10 PROTECTION DES OUVRAGES

L'entreprise devra assurer la protection de ses ouvrages. Elle restera responsable des dégâts qui y seraient apportés jusqu'à la réception des travaux.

3.2.11 TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES

Aucun ouvrage susceptible d'entraîner une augmentation des dépenses ne devra être entrepris sans ordre écrit et spécial du Maître d'Ouvrage, et seulement dans la stricte limite fixée par cet ordre, conformément aux dispositions des documents contractuels constituant le dossier.

Les travaux supplémentaires seront réglés suivant les mêmes conditions que le marché, soit l'application des prix unitaires traités, aux mêmes conditions de règlement et de date référence.

3.2.12 TRAVAUX EN MOINS

Dans le cas où certains travaux ne seraient pas réalisés, ils seront déduits des marchés suivant les prix unitaires du devis estimatif contractuel.

3.2.13 RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE CONCERNANT LA TENUE DES OUVRAGES

Le fait que les ouvrages soient exécutés sous la surveillance conjointe de l'organisme de contrôle et la direction du Maître d'Œuvre, ne dégage en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui est tenu de garantir la bonne tenue de ses ouvrages en fonction de l'état des sols existants et des charges imposées, conformément à la législation en vigueur.

Le visa du Maître d'œuvre des plans de chantier n'altère en rien la responsabilité de l'entreprise.

3.2.14 DETERIORATIONS

Toute infraction, toute détérioration sera passible de fortes indemnités à la charge du responsable. Les frais de réparations nécessaires pourront être retenus sur ses situations.

L'entrepreneur devra réparer, à ses frais, toutes les dégradations que lui, ses agents, ouvriers, ou ses matériels ou engins auraient pu causer dans les locaux communs pendant la durée du chantier.

Il devra, également, prendre toutes les précautions pour éviter d'encombrer la voie publique par le passage des camions et engins.

3.2.15 COORDINATION TECHNIQUE ENTRE ENTREPRISES

Tout entrepreneur doit fournir, en temps utile, et selon les instructions du Maître d'œuvre, les précisions relatives aux ouvrages de son corps d'état dont il a la charge dans le présent marché et dont l'exécution est liée à des sujétions communes à divers corps d'état, en particulier :

- Dispositions et sujétions à prévoir (supports, trous, taquets, percements, scellements, etc.)

De plus, chaque entrepreneur devra avoir connaissance de tous les travaux des autres corps d'état afin qu'il puisse intervenir, en ce qui concerne ses ouvrages, en temps utile.

3.2.16 ÉCHAFAUDAGES - MATÉRIELS DE LEVAGE

L'entreprise doit les matériels de levage et de manutention, ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux, et est tenu responsable et assuré sur les risques encourus.

3.3 MATÉRIAUX

3.3.1 TRAITEMENT ANTI-CORROSION

Toutes les pièces métalliques d'assemblage, composants divers, visserie, seront en inox ou bien traitées contre la corrosion par l'électrozingage ou autre procédé.

Aucune pièce, même fabriquée sur place, ne devra être mise en œuvre si elle n'est pas traitée par au moins une couche d'antirouille.

3.3.2 STOCKAGE DES MATERIAUX

Tous les matériaux et fournitures utilisés sur le chantier seront entreposés avec soin et à l'abri des dégradations et des intempéries, de façon à ne pas entraver les accès et la circulation. Leur dispersion en vrac ne sera pas tolérée.

Le stockage des matériaux sur le lieu même des travaux ne pourra être réalisé qu'en accord avec le Maître d'Ouvrage et le gestionnaire. Ce stockage ne pourra dépasser en importance le besoin local et devra être évacué sur simple demande s'il constitue une gêne à l'avancement du chantier et / ou à l'exploitation des locaux, et de la sécurité des personnes.

Il ne sera accepté aucun stockage en dehors de la zone définie.

3.3.3 APPROVISIONNEMENTS

L'entrepreneur sera tenu d'approvisionner sur le chantier les matériaux qui lui sont nécessaires pour l'exécution des travaux dans le cadre du calendrier d'exécution.

Tout retard dans l'approvisionnement de ces matériaux ne pourra donner lieu à un allongement de délai sauf dans les cas reconnus de force majeure. L'entrepreneur reste responsable de leur bonne conservation.

3.3.4 QUALITÉ ET MISE EN ŒUVRE DES MATÉRIAUX

L'entrepreneur devra vérifier qu'il met en œuvre des matériaux exempts de C.O.V. (Composants Organiques Volatiles) et respectueux des normes environnementales en vigueur.

La fourniture des matériaux et leur mise en œuvre étant de l'essence même de la profession d'entrepreneur, ce dernier en est seul responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage et est seul tenu responsable des désordres pouvant résulter de l'une ou l'autre cause ou de leur réunion, sans pouvoir se décharger au préjudice du Maître d'Ouvrage de tout ou partie de cette responsabilité.

Si le Maître d'Ouvrage imposait, soit lors de la signature du marché, soit au cours des travaux, l'emploi d'articles ou objets de fabrication spéciale au sujet desquels l'entrepreneur aurait formulé des réserves écrites et motivées, la responsabilité de celui-ci ne pourrait porter que sur la mise en œuvre, à l'exclusion des conséquences directes ou indirectes de l'emploi dont il s'agit.

Tout matériau défectueux ou dont la mise en œuvre n'est pas satisfaisante, peut être refusé par le Maître d'œuvre. L'entrepreneur s'engage à enlever du chantier ou à démolir les ouvrages mal exécutés dans les délais qui lui sont prescrits, faute de quoi, après une mise en demeure restée infructueuse, ils peuvent, aux frais, risques et périls de l'entrepreneur, être transportés aux décharges publiques ou démolis, les gravois étant évacués.

Le Maître d'œuvre peut, avec l'accord du Maître d'Ouvrage, conserver des matériaux défectueux ou des ouvrages mal exécutés. Dans ce cas, il reste seul juge de la moins-value à effectuer sur ces matériaux et ouvrages.

3.4 CHANTIER

3.4.1 CONSTAT D'HUISIER

Sans objet.

3.4.2 INSTALLATION DU CHANTIER

A charge de chaque entreprise pour ses installations propres (atelier, dépôt, etc...) dont l'implantation devra recevoir l'accord du Maître d'Ouvrage.

3.4.3 ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER

3.4.3.1 GESTION DU COMPTE PRORATA

Sans objet.

3.4.3.2 BASE VIE

A charge du maître d'ouvrage, la fourniture et mise en œuvre pour la durée du chantier et l'ensemble des corps d'état :

- D'un ensemble bloc vestiaire, comprenant des vestiaires à deux compartiments propre / sale (la fourniture des cadenas de fermeture à la charge des utilisateurs), compris éclairage et prises de courant pour entretien, châssis ouvrants en nombre suffisant pour une bonne ventilation de la pièce.
- D'un ensemble sanitaire, nombre en adéquation avec le nombre de personnes présentes en simultané sur le chantier, compris éclairage et prises de courant pour entretien, châssis ouvrants en nombre suffisant, ventilation de la zone,
- Des sanitaires publics présents à chaque étage du site,
- D'un bloc réfectoire, compris réfrigérateur, évier, chauffe gamelles, chauffe-eau, etc., le raccordement aux différents réseaux, châssis ouvrants en nombre suffisant pour une bonne ventilation de la pièce et chauffage conforme au code du travail.
- D'un bloc de bureaux, avec tables chaises et mobilier, châssis ouvrants en nombre suffisant pour une bonne ventilation de la pièce et chauffage conforme au code du travail.

L'entretien et le nettoyage sont à la charge des entreprises.

3.4.3.3 INSTALLATIONS COMMUNES

Elles seront mises en place dans la zone de chantier définie avec le Maître d'Ouvrage.

3.4.3.4 REUNIONS DE CHANTIER

Elles auront lieu sur place à une fréquence variable selon les phases de travaux mais en moyenne une fois par semaine, le jour et l'heure restant à définir avec le Maître d'Œuvre.

3.4.3.5 HORAIRES DE CHANTIER

A définir avec le Maître d'Ouvrage et l'exploitant.

En cas de travaux en dehors la plage horaire définie, une demande sera faite par écrit une semaine à l'avance.

3.4.3.6 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

Après exécution des travaux, l'entreprise doit le repliement complet des installations de chantier, le nettoyage complet du terrain, et la remise en état du site, dans les 15 jours suivant la réception.

3.4.4 TRI ET ÉVACUATION DES DÉCHETS DE CHANTIER

Suivant PGC.

Tous les déchets de chantier (emballages, matières plastiques, etc.) seront triés et évacués du chantier par l'entreprise par l'intermédiaire des bennes sélectives. Les déchets ne seront pas brûlés.

L'entreprise établira un Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED).

Le SOGED constitue le document de référence à tous les intervenants (Maître d'Ouvrage, entreprises, Maître d'œuvre, coordonnateur S.P.S., ...) traitant spécifiquement de la gestion des déchets du chantier.

Au travers du SOGED, l'entreprise expose et s'engage sur :

- Le tri sur le site des différents déchets de chantier,
 - Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations, etc...),
 - Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir,
 - L'information en phase travaux, du Maître d'œuvre quant à la nature et à la constitution des déchets, et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
 - Les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi, et la traçabilité,
 - Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets,
-
- L'enlèvement des déchets soit immédiat depuis le point de collecte, soit réalisé à partir du point de collecte jusqu'au point de déversement mis en place par l'entrepreneur et situé obligatoirement à l'extérieur des bâtiments à un emplacement indiqué par la DTES, avant leur enlèvement vers les installations de traitement adaptées à la réglementation en vigueur.

3.4.5 ORGANISATION DU CHANTIER

Suivant PGC.

3.4.6 PROPRETE DU CHANTIER – NETTOYAGE EN VUE DE LA RECEPTION

Le chantier devra être maintenu continuellement dans un parfait **état de propreté** compatible avec le service des Etablissements Hospitaliers, chaque entreprise doit le nettoyage du chantier.

Chaque entrepreneur assurera un nettoyage soigné continu à chaque intervention et au maximum chaque jour dans les locaux qui ne seront pas neutralisés pendant les travaux.

L'enlèvement de tous les débris provenant des travaux sera réalisé au moins à chaque fin de journée. Les dispositions générales en matière de nettoyage, de propreté et d'hygiène du chantier seront arrêtées au P.G.C.S.P.S. Ces dispositions devront être maintenue en état pendant toute la durée des travaux et par toutes les entreprises intervenantes.

L'attention des entreprises est particulièrement attirée sur la protection à mettre en œuvre dans certains secteurs hospitaliers sensibles (blocs opératoires, laboratoires, secteur psychiatrique, etc....).

En cas de non-observation ou de retard dans l'exécution du nettoyage, l'équipe de maîtrise d'œuvre ordonnera sans préavis un nettoyage qui sera effectué par une entreprise extérieure aux frais des entreprises concernées.

Il assurera également le balisage et mettra en place tout dispositif pour déviation de circulation si nécessaire à l'intérieur du bâtiment.

Les entreprises devront les dispositions appropriées pour maintenir un environnement de travail sain pour les occupants des espaces annexes au chantier.

4 PLANS ET DOCUMENTS

DOCUMENTS TECHNIQUES	<p><u>Les descriptifs des travaux (CCTP) :</u></p> <p>3144_CCTP_limites_prestations_REV2_2026-02-02 3144_CCTP_LOT-00_Generalites_REV3_2026-02-02 3144_CCTP_LOT-01_ELEC_REV1_2026-01-08 3144_CCTP_LOT-02_CVC_REV2_2026-02-02 3144_CCTP_LOT-03_GO_REV2_2026-02-02 3144_CCTP_LOT-04_SO_REV2_2026-02-02</p> <p><u>Les Décompositions des Prix Globaux et Forfaitaires (DPGF) :</u></p> <p>3144_DPGF_LOT-01_ELEC_REV0_2026-01-08 3144_DPGF_LOT-02_CVC_REV1_2026-02-02 3144_DPGF_LOT-03_GO_REV1_2026-02-02 3144_DPGF_LOT-04_SO_REV1_2026-02-02</p>
PLANS	<p><u>Plans TCE:</u></p> <p>3141-T-01-PRO-G001 3141-T-01-PRO-G002 3141-H-01-PRO-G001 3141-H-01-PRO-G002</p> <p><u>Plans AT:</u></p> <p>3144-AT5_BAT-HNH_SS2_R+1 : Vues en plan HNH SS2 au R+1 3144-AT5_BAT-HNH_R+2_R+5 : Vues en plan HNH R+2 au R+5 3144-AT5_BAT-PMT_SS1_R+1 : Vues en plan HNH SS1 au R+1 3144-AT5_BAT-HNH_R+2_R+4 : Vues en plan HNH R+2 au R+4</p> <p><u>Plans TCE/CVC/Désenfumage :</u></p> <p>3144-H-03-PROG009 : Rénovation DAS – HNH, Sous-sol-1 3144-H-03-PROG010 : Rénovation DAS - HNH, RDC 3144-H-03-PROG011 : Rénovation DAS – HNH, R+1 3144-H-03-PROG012 : Rénovation DAS - HNH, R+2 3144-H-03-PROG013 : Rénovation DAS – HNH, R+3 3144-H-03-PROG014 : Rénovation DAS - HNH, R+4</p> <p>3144-P-03-PROG009 : Rénovation DAS – PMT, Sous-sol-1 3144-P-03-PROG010 : Rénovation DAS - PMT, RDC 3144-P-03-PROG011 : Rénovation DAS – PMT, R+1 3144-P-03-PROG012 : Rénovation DAS - PMT, R+2 3144-P-03-PROG013 : Rénovation DAS – PMT, R+3 3144-P-03-PROG001 : Désenfumage bat 15 - PMT, RDC à Toiture</p> <p><u>Plans Electricité :</u></p> <p>3144-H-CMSI-05-PRO-S001-RevA – Plan projet HNH – Implantation CMSI Sous-Sol 3144-H-CMSI-05-PRO-E001-RevA – Plan projet HNH – Implantation CMSI RDC 3144-H-CMSI-05-PRO-E101-RevA – Plan projet HNH – Implantation CMSI R+1 3144-H-CMSI-05-PRO-E201-RevA – Plan projet HNH – Implantation CMSI R+2 3144-H-CMSI-05-PRO-E301-RevA – Plan projet HNH – Implantation CMSI R+3 3144-H-CMSI-05-PRO-E401-RevA – Plan projet HNH – Implantation CMSI R+4 3144-H-CMSI-05-PRO-E501-RevA – Plan projet HNH – Implantation CMSI Toiture</p> <p>3144-H-DI-05-PRO-S101-RevA – Plan projet HNH – Implantation DI Sous-Sol 2 3144-H-DI-05-PRO-S001-RevA – Plan projet HNH – Implantation DI Sous-Sol 1 3144-H-DI-05-PRO-E001-RevA – Plan projet HNH – Implantation DI RDC 3144-H-DI-05-PRO-E101-RevA – Plan projet HNH – Implantation DI R+1 3144-H-DI-05-PRO-E201-RevA – Plan projet HNH – Implantation DI R+2</p>

	<p>3144-H-DI-05-PRO-E301-RevA – Plan projet HNH – Implantation DI R+3 3144-H-DI-05-PRO-E401-RevA – Plan projet HNH – Implantation DI R+4 3144-H-DI-05-PRO-E501-RevA – Plan projet HNH – Implantation DI Toiture</p> <p>3144-T-CMSI-05-PRO-S001-RevA – Plan projet PMT – Implantation CMSI Sous-Sol 3144-T-CMSI-05-PRO-E001-RevA – Plan projet PMT – Implantation CMSI RDC 3144-T-CMSI-05-PRO-E101-RevA – Plan projet PMT – Implantation CMSI R+1 3144-T-CMSI-05-PRO-E201-RevA – Plan projet PMT – Implantation CMSI R+2 3144-T-CMSI-05-PRO-E301-RevA – Plan projet PMT – Implantation CMSI R+3</p> <p>3144-T-DI-05-PRO-S101-RevA – Plan projet PMT – Implantation DI Sous-Sol 2 3144-T-DI-05-PRO-S001-RevA – Plan projet PMT – Implantation DI Sous-Sol 1 3144-T-DI-05-PRO-E001-RevA – Plan projet PMT – Implantation DI RDC 3144-T-DI-05-PRO-E101-RevA – Plan projet PMT – Implantation DI R+1 3144-T-DI-05-PRO-E201-RevA – Plan projet PMT – Implantation DI R+2 3144-T-DI-05-PRO-E301-RevA – Plan projet PMT – Implantation DI R+3 3144-T-DI-05-PRO-E401-RevA – Plan projet PMT – Implantation DI R+4</p> <p><u>Schémas Electrique au format DWG :</u> 00005800 – Synoptique distribution BT HNH 00007000 – Synoptique BT HNH 10090701 – Armoire Désenfumage HNH 1109300 – TGBT HNH 11100201 – Armoire HR2 11110201 – Armoire H12 11120201 – Armoire H22 11130201 – Armoire H32 11140201 – Armoire H42</p> <p>00005700 – Synoptique distribution BT HNT 00091301 – Transfo isolement désenfumage HNT 00100400 – TR4-N RDC 00100500 – TR3-N RDC 00110200 – T1.3 1^{er} étage 00111600 – TR3 extension 00120701 – T2.2 2^{ième} étage 00120901 – T2.4 2^{ième} étage 00130701 – T3.3 3^{ième} étage 16090200 – TGBT1 HNT</p>
DOCUMENTS ANNEXES	Planning : Planning_Travaux_Rev5_2026-02-02